



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARR2024454

***Objet : Réglementation temporaire du stationnement
DÉMÉNAGEMENT DU 50 BOULEVARD GAMBETTA***

DEMANDEUR : MADAME PIQUAUD KATIA – 50 BOULEVARD GAMBETTA – 30220 AIGUES-MORTES.
TEL : 06.01.18.09.05

DEMANDE ENREGISTRÉE : LE 15 JUILLET 2024

LIEU DU DEMENAGEMENT : N°50 BOULEVARD GAMBETTA – 30220 AIGUES-MORTES

DURÉE : LE SAMEDI 10 ET LE DIMANCHE 11 AOUT 2024

DÉTAIL DES VÉHICULES : UN VEHICULE PERSONNEL

MESURES PARTICULIÈRES : STATIONNEMENT DU VEHICULE SUR UN EMPLACEMENT RESERVE

Le Maire de la Commune d'Aigues-Mortes,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire,
Vu le Code Pénal,
Vu le Code de la Route,
Vu la demande d'occupation temporaire du domaine public, pour un déménagement, formulée par Madame PIQUAUD Katia en date du 15 juillet 2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et faciliter les opérations de manutention relative à ce déménagement, il y a lieu de réglementer provisoirement le stationnement des véhicules sur la voie concernée,

A R R E T E

Article 1 :

Par dérogation individuelle à caractère temporaire, le Maire d'Aigues-Mortes autorise Madame PIQUAUD à stationner un véhicule sur un emplacement réservé :

- **DEVANT LE N°50 BOULEVARD GAMBETTA – 30220 AIGUES-MORTES**
- **LE SAMEDI 10 ET LE DIMANCHE 11 AOUT 2024 DE 8H00 À 18H00**

afin de procéder à un déménagement au :

- **N° 50 BOULEVARD GAMBETTA APPT N°19 – 2^{ème} ETAGE – 30220 AIGUES-MORTES**

Article 2 :

L'accès aux habitations devra être maintenu sans danger pendant toute la durée des opérations de déménagement.

Article 3 :

La signalisation temporaire modifiant le stationnement des véhicules sera mise en place de façon apparente conformément à la législation en vigueur, par le service de la Police Municipale.

Article 4 :

L'opération de déménagement se déroulera sous la responsabilité du demandeur et la commune ne sera pas engagée si des accidents ou incidents venaient à surgir ou à avoir lieu à l'occasion de cette occupation.

Article 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – www.telerecours.fr) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services,

Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité,

Monsieur le Commandant de Brigades de Gendarmerie du Grau du Roi,

Madame la Commandante de Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes,

Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes, le 16 juillet 2024

Le Maire

Pierre MAUMEJEAN,

Pour le Maire par Délégation
Le Directeur Général des Services,
Christophe BARONI

